

"Front" No. 2/92 (Angew.)

DECLARATION DES MILITANTS EMPRISONNES D'ACTION DIRECTE

Ce procès mis aujourd'hui en scène à Milan par le gouvernement italien, est un des moments et l'une des expressions des politiques répressives intégrées en Europe Occidentale; un pas concret de leur collusion et de leur intensification contre les organisations révolutionnaires et les classes opprimées. Depuis deux décennies, l'intégration de ces politiques contre-révolutionnaires est étroitement fonctionnalisée aux nécessités de l'émergence d'un centre capitaliste concurrentiel sur le continent et aux formes correspondantes de la domination politique de classe. Pour cela, elles doivent contraindre et réduire les développements de l'antagonisme du prolétariat et l'activité des avant-gardes armées dans les différents pays européens, développements qui, depuis la fin des années 60, sont autant les produits que les déterminants de l'accentuation de la crise de domination de la bourgeoisie.

1. Dans les années de crise, un mouvement contradictoire de concurrence et de monopolisation s'est déchainé au niveau mondial comme dans chaque territoire, entraînant toujours plus de concentration économique et financière et toujours plus de centralisation des pouvoirs politiques réels. Cela déterminait un nouveau bond en avant du Capitalisme Monopoliste d'Etat, permettant aux capitaux et aux Trusts les plus performants d'acquiescer les capacités et les moyens nécessaires à leur développement et à leur extension dans de nouvelles productions et technologies. Ce mouvement devant préserver le taux moyen de profit par l'intensification de la productivité et donc de l'exploitation du prolétariat, et simultanément l'élévation du capital organique; c'est-à-dire, la tendance à la prédominance du travail mort sur le travail vivant.

De fait, ces nouveaux développements du monopole capitaliste signifient concrètement plus d'exploitation, mais aussi l'exclusion des classes opprimées vers la périphérie du système. Un mouvement dual de rejet et de négation des masses exploitées dans la précarité quotidienne d'un côté, et de l'autre, la concentration et la centralisation du pouvoir de la classe bourgeoise dans une représentation démocratique formelle - la réaction politique correspondante au monopole économique.

Dans les nouvelles formes de la domination politique bourgeoise, autoritaire et réactionnaire, les politiques de contrôle social et de répression s'intensifient pour briser et neutraliser la résistance populaire face aux dégradations des conditions économiques et sociales, à l'exploitation, à la précarisation, à la disparition des

conquêtes sociales arrachées au patronat et à l'Etat... Elles s'acharnent dans la pacification à interdire la convergence et la fusion de cet antagonisme prolétarien avec les forces révolutionnaires. Pôles des expressions de ruptures et de subversion qui cassent le jeu de l'institution et de la participation.

Parallèlement donc à des politiques de réification dans le travail et à la marchandisation, à l'isolement social et à l'individualisation pour une soumission de masse, la répression traque tous les référents d'une politique et d'une action révolutionnaire qui débordent les limites et les acceptations, ainsi que tous les pôles de classe révolutionnaire, de résistance et de lutte.

Les rapports de pouvoir sont toujours plus centralisés et militarisés; une structuration qui porte en elle la crise et la mutation autoritaire de l'Etat capitaliste actuel. Ainsi la militarisation des pouvoirs étatiques se renforce dans le graduel affaiblissement des possibilités de concessions et de conciliation sociales - avec la disparition du modèle d'accumulation antérieur et la forme d'Etat "Protecteur" qui lui était liée, alors que le développement de la concentration autour de l'Etat détermine plus encore son intervention dans l'ensemble des rapports sociaux. Et cette intervention ne pouvant plus n'être que seule domination et imposition, accélère sa révélation comme concentration des rapports de pouvoirs et comme fonction de la prédominance des monopoles sur l'économie.

Les rapports de pouvoir dans leur institutionnalisation généralisent et accentuent la pression sur les classes et dans leurs luttes. Mais simultanément ce conflit, depuis des années et malgré l'extension des politiques de contrôle social, voit surgir en son sein des expériences-expressions nouvelles et des développements de l'autonomie prolétaire. Un combat révolutionnaire de classe - dont la guérilla est l'avant-garde qui submerge et subvertit chaque appareil et chaque rapport de pouvoir, inscrivant ainsi tendanciellement la crise politique du système et la crise de l'Etat.

Les transformations actuelles de l'Etat en Etat autoritaire, renvoient à la matérialisation du rapport de force dans la lutte entre les classes durant cette phase - tant au niveau national qu'internationalement; c'est-à-dire, aussi au renforcement qu'il acquiert dans l'actuelle qualité du Capitalisme Monopoliste d'Etat, simultanément à son affaiblissement dans la crise politique qui le mine.

2. Les modifications de la domination et des rapports de pouvoir de l'Etat sont toujours déterminées par la mutation des rapports de production, de la division sociale du travail et sous la pression des nouveaux rapports de force entre

les classes, de leur lutte politique. C'est ainsi qu'il y a périodisation dans la reproduction historique de l'Etat. A chaque époque, phase et stade du capitalisme a correspondu une forme spécifique et particulière de l'imposition de la domination politique.

Aujourd'hui, l'institutionnalisation de l'Etat autoritaire ne peut être extraite de la phase de continentalisation des processus économiques et sociaux. De même, l'intégration de la domination politique en Europe ne peut être comprise comme somme ou fusion des pouvoirs étatiques nationaux, ou encore en surajout (supranational) d'une forme de domination neutre et technique; car elle est trans-étatisation.

Une transétatisation correspondant à l'émergence d'une formation sociale continentale.

Cette formation sociale capitaliste européenne surgit et se concrétise dans un processus complexe d'interdépendance qui dynamise la dissolution-conservation des formations sociales nationales.

La trans-étatisation au niveau de la CEE a pour rôle principal et actuel de garantir et de perpétuer la stabilisation de cette formation sociale continentale, en concentrant, en matérialisant et en fondant l'actuelle domination de la bourgeoisie impérialiste. Son rôle est donc de reproduire les rapports sociaux, et de fait, le rapport de force entre les classes en faveur de la fraction monopoliste qui s'est affirmée dans le processus de concentration et d'intégration communautaire.

Ainsi il apparaît, au niveau européen et dans chaque territoire, la nouvelle réalité de l'Etat comme la matérialisation et l'ordonnement de ce rapport de force entre les classes dans la tentative et la volonté de conservation et de pacification.

Ce processus d'étatisation communautaire porte en lui deux caractères essentiels, tout d'abord le renforcement de la pression des monopoles sur le prolétariat et les classes dominées, comme dimension fondamentale, cette concentration accentue la formation des inégalités sociales et la réaction en politique; et d'autre part, ceci renvoie à l'approfondissement du déficit démocratique, c'est-à-dire à l'exclusion des masses de tous les centres de décisions économiques, sociales et politiques - une réalité qui parcourt l'ensemble de l'institution administrative et technocratique de la CEE, et qui rend toujours plus rigide et autoritaire l'imposition des rapports de pouvoir.

3. La matérialisation de la domination de la bourgeoisie impérialiste dans le processus de trans-étatisation continentale pourrait laisser penser que l'appareil étatique national perdrait de sa pertinence, que sa subsidiarité ne serait que l'ultime étape dans la délégation totale de ses pouvoirs. Il n'en est rien, bien au contraire,

la subsidiarité de pouvoir n'est pas un affaiblissement de sa fonction essentielle. Car les appareils et leur interventions s'étendent dans les mutations qu'ils subissent, et dans celles qu'ils dirigent et ordonnent dans les nouvelles formes continentales du Capitalisme Monopoliste d'Etat. Et il s'agit bien de la réalisation effective d'un stade de concentration de l'ensemble des pouvoirs étatiques dans l'imposition de leurs rôles et fonctions, de leurs normes actuelles. C'est-à-dire, aussi concomitamment à une requalification de l'ensemble des rapports de force dans la lutte politique des classes. L'étatisation européenne ne se sépare pas des nouvelles formes des rapports de pouvoir bourgeois dans chaque territoire, ni elle ne s'ordonne dans une fausse hiérarchie. C'est-à-dire, comme une structure avec un sommet et diverses bases. Non, il s'agit d'un même mouvement: la concentration et la centralisation de pouvoirs de domination dans la mutation institutionnelle de chaque pouvoir. Homogénéisation et matérialisation de la même domination.

Les années 80 ont été marquées tant par le transfert des principales souverainetés, des autorités et des compétences réelle à Bruxelles, que par le ré-ordonnement de la domination politique sur chaque territoire. Où graduellement, dans ce mouvement, est remis en cause l'espace et la forme de l'ancienne Institution.

Un des éléments fondamentaux de ce processus est l'imposition de la suprématie juridique européenne (une imposition qui se fait comme pour tous les actes institutionnels actuels, hors de tout contrôle et décision populaire véritable).

L'Etat de Droit européen matérialise aujourd'hui l'état du rapport de force entre les classes sur le continent, constituant ainsi le cadre de cohésion imposée et formelle de la formation sociale capitaliste européenne. Une action répressive idéologique et bien sûr, économique - la loi communautaire organisant l'intégration, les mutations institutionnelles et la soumission à l'hégémonie monopoliste.

Le contrôle de la loi nationale par la Cour de Justice européenne est aujourd'hui l'arme principale dans la transformation des structures et des rapports de l'Etat dans chaque pays. Par exemple, cette Cour est désormais compétente pour la définition des services publics, de leurs fonctions, de leurs étendues... En fait, au nom de la défense de la concurrence, c'est la pulvérisation des strates politico-économiques des Etats nationaux qui est en cours. Au profit des monopoles continentaux qui s'arrachent les secteurs dénationalisés, les marchés locaux et les anciens secteurs protégés - conquêtes des luttes ouvrières, santé, transports, assurances sociales... aujourd'hui déstructurées-.

législation sur la concurrence mise bien sûr en parallèle avec les nouvelles codifications de la concentration industrielle -là encore, une attaque contre les protections du travail issues des luttes. Ainsi la loi européenne a permis la constitution du géant Daimler-Benz-MBB contre la législation allemande plus restrictive en la matière. C'est cette conjonction de lois qui aussi conduit à la dénationalisation de la Régie Renault et sa restructuration dans les diverses fusions avec Volvo.

La loi communautaire agit donc pour le démantèlement des protections publiques et sociales nationales accélérant ainsi la dynamique de concurrence et concentration au niveau continental. Dans ce processus, les monopoles renforcent leur domination et leur dictat sur le travail. Ils étendent l'exploitation en accentuant la rentabilisation et en allégeant la redistribution sociale. Dans une CEE qui instaure une codification et une norme au plus bas niveau des statuts sociaux, des lois du travail, de la fiscalisation...

De plus territorialement, cette pression monopoliste aggrave la formation inégalitaire de la communauté et les disparités régionales s'élargissent. Ainsi, la CEE sanctionne la soumission articulée à une nouvelle division du travail; et des régions -surtout celles du Sud de l'Europe- sont de plus en plus réduites à des tâches secondaires. Ce qui durcit encore la précarité sociale, l'effondrement de l'emploi et de l'infrastructure industrielle et collective.

Toute l'action et le système juridique communautaire, leur spécificité, s'inscrivent dans l'institutionnalisation des rapports de domination. Comme fonction aux développements des monopoles et au renforcement de la prévention-répression des antagonismes et de la résistance des classes opprimées.

5. Les politiques intégrées de contrôle social et de répression garantissent et diffusent la dimension des nouveaux rapports de domination, comme imposition des normes renouvelées, des codifications et des assignations sociales et politiques au niveau continental. Elles sont une base cruciale de la trans-étatisation qui réalise -et se réalise dans- l'unité et l'uniformisation du territoire européen.

Ainsi en conséquence, les créations d'instituts et d'appareils judiciaires et policiers communautaires se multiplient. Tant pour protéger et appuyer les mutations institutionnelles que pour permettre l'aplanissement des interventions autoritaires des pouvoirs.

Et depuis le début des années 70, dans la formation des différentes structures comme le groupe de TREVI ou la commission anti-terroriste de

l'OTAN... ou encore l'instauration de l'espace judiciaire européen -donc ce procès est un nouvel acte-, se met en place un tissu préventif et répressif dense et rigide, graduellement plus uniforme, la signature en 85 du traité de Schengen a représenté l'expression principale du basculement et de l'accélération de l'ensemble de ce processus en une nouvelle qualité homogène.

Cette nouvelle qualité homogène signifie que, dans l'uniformisation des codes/statuts/lois et dans les planifications politiques générales, les différents appareils -encore nationaux- ne se contentent pas d'acquiescer l'expérience accumulée dans les autres pays impérialistes, de la diffuser et de l'adapter aux conditions locales. Ces appareils doivent se transformer en se fonctionnalisant à cette nouvelle qualité, en la matérialisant comme instrument représentant tant la structuration autoritaire de l'Etat que l'imposition de l'intégration européenne.

Ce ne sont pas les structures communautaires qui se construisent à partir de l'harmonisation des instruments nationaux, mais bien ceux-ci qui se réorganisent, se projettent et agissent comme structuration intégrée et coordonnée.

En 85, la réactualisation et l'importance nouvelle du Groupe de TREVI -conseil européen des ministres de l'intérieur- et la signature du traité de Schengen vont être les pivots de la collusion contre-révolutionnaire des gouvernements européens. Une action toujours plus coordonnée et relayée par les différents appareils, qui étend et intensifie les politiques de l'Urgence à l'ensemble du continent. Une généralisation des pouvoirs de prévention et de répression -supportée par une mobilisation idéologique et médiatique hystérique- devant garantir une pacification indispensable au grand marché et plus généralement à la formation du centre impérialiste ouest-européen. Pacifier, homogénéiser et assurer la formation sociale européenne afin de renforcer les capacités et propensions de la CEE à s'imposer comme véritable pôle -à part entière- de la chaîne impérialiste. Une chaîne toujours plus chargée de contradictions internes et devant, d'autre part, accentuer sa confrontation avec les pays du Sud. La collusion contre-révolutionnaire matérialise ces nécessités dans la traque de l'"ennemi intérieur" et de l'"ennemi extérieur", justement à partir du transfert des limites/frontières de la communauté à son espace global.

TREVI-Schengen signifie l'unification et l'uniformisation judiciaire, policière et militaire dans l'ensemble des tâches et des méthodes d'investigation, de poursuite et de codification préventive et répressive, dépassant les frontières actuelles... Mais encore, la mise en place du contrôle des populations par une banque de données

intégrées et l'identification informatisée. Aussi, l'espace judiciaire s'affermirait simultanément dans la redéfinition du délit politique, dans les procédures d'extradition et la suppression de la notion de droit d'asile, jusqu'aux nouvelles législations régissant l'entrée et le séjour des travailleurs immigrés...

5. Dans cette phase, les deux premiers procès "Trudaine" -décembre 86 et juin 87- ont été au coeur de l'imposition en France des politiques de l'Urgence, avec l'introduction des nouvelles lois et des tribunaux d'exception. Mais aussi, en tant que matérialisation et propagande des concepts et des planifications contre-révolutionnaires édictés par TREVI-Schengen.

A son arrivée au pouvoir -en 1981-, la gauche institutionnelle avait démonté une à une les anciennes structures et codifications de répression politique. Ainsi, la Cour de Sureté de l'Etat -tribunal militaire d'exception- fut dissoute et les articles spécifiques de la "loi sécurité et liberté" furent partiellement abrogés (en particulier l'article 266 concernant le délit politique collectif ou "association de malfaiteurs").

De fait, ces mesures relevaient d'un double mouvement, d'un côté, l'élimination des tribunaux et lois inadaptés et impopulaires représentait une tendance progressiste, portant en elle les revendications des luttes des années 60 et 70 sur ce terrain; et de l'autre, l'introduction des nouveaux concepts répressifs articulés au contexte de "grand consensus de classe" dans les politiques "anti-crise" (relance nationale, unité gouvernement-syndicats...). Ce consensus s'appropriait l'usage global de la Politique et de fait, criminalisait toute opposition au cadre de son institutionnalisation, toute rupture et toute action critique dans une politique révolutionnaire. Ainsi cette unité consensuelle de la domination, en supprimant les lois et les tribunaux politiques, tentait d'édicter la fin -légale- du délit politique pour introduire une modernisation de la répression de classe -sa normalisation-.

Depuis la dernière guerre mondiale, la France est déchirée par une conjonction de conflits révolutionnaires, surgis de sa formation comme Etat bourgeois et pays impérialiste et colonialiste. Ces conflits ont eu, de tout temps, une nature de guerre révolutionnaire, de lutte armée d'émancipation et de libération, contre un pouvoir central qui n'a jamais connu d'accalmie sur aucun des fronts. Front des Mouvements de Libération Nationale et des peuples du Sud, front des Nations la métropole même (Corses, Basques, Bretons...) et front de la lutte des classes, dont notre organisation est, depuis la fin des années 70, l'avant-garde armée.

La situation de normalisation de la répression ne pouvait donc être qu'une étape, le passage obligé dans l'adaptation actualisée des appareils au combat sur les trois fronts; et naturellement, face à une intensification des luttes, les gouvernements a établi (graduellement et non-officiellement) une structure spécifique (Juges de plus en plus spécialisés dans les dossiers politiques, réintroduction de l'article 266, création d'unité anti-terroristes...).

Cette structure s'est imposée ici comme généralisation des lignes et des politiques répressives intégrées; c'est-à-dire qu'interactivement à TREVI-Schengen, elle s'est affirmée comme l'instrument, sur ce territoire, de la nouvelle qualité homogène et continentale de l'hégémonie bourgeoise. Et, elle fut d'autant plus obligée de se révéler comme tel que les offensives des MNL et de notre organisation la forçaient à sortir de sa clandestinité-normalité, pour devenir le cadre institutionnel et le propagateur de l'Urgence.

Automne 86, le parlement adoptait les lois spéciales et approuvait la création d'un Bunker judiciaire centralisant toutes les procédures contre-révolutionnaires.

Décembre suivant, l'Etat organisait le 1er procès "Trudaine" pour démontrer sa détermination et pour décrire les grands axes, tant de la répression que de la relégitimation. L'Urgence doit en effet lier toujours plus fermement le rôle répressif à la lutte idéologique, et établir dans chacune de ses interventions contre les "terroristes" la relégitimation de l'Etat et du système. Cette action idéologique construit l'unité du triangle des charognards -juges, presse et collaborateurs- qui domine les actuels procès d'exception. Mais l'affrontement et les actions de la guérilla -dont l'exécution du PDG de Renault, 3 semaines avant l'ouverture des débats- devaient précipiter le désistement du jury et de fait, l'interruption du procès. Ce qui fut un échec cuisant de la politique de normalisation de la répression contre-révolutionnaire. Cet échec contraignit le gouvernement à décréter rétroactive la loi de septembre 86, et ainsi au printemps 87, le 2ème procès tenta s'ouvrir mais devant un tribunal alors d'exception, saisi par des lois n'existant pas au moment des faits incriminés. Cette action rétroactive fondait les Sections Spéciales comme représentation de l'unité des lois et des juridictions d'exception qui allait permettre à l'Etat d'organiser des procès couvrant toute la période de la normalisation, aggravant ainsi de nombreuses condamnations et étendant les poursuites dans les préceptes de l'Urgence.

De l'instruction à la conclusion de ces deux procès, le dossier "Trudaine" a concrétisé les principales lignes politiques répressives euro-

péenne dans la phase :

- généralisation de l'Urgence, tribunaux et lois spéciales...
- lois sur le repentir et la collaboration.
- extension de la notion de culpabilité à tous les militants qui refusent de participer et de collaborer aux procédures.
- politique des otages contre les prisonniers, utilisation systématique de la torture blanche qu'est l'isolement carcéral.

6. Les deux premiers procès "Trudaine" correspondaient donc à une phase d'harmonisation des institutions juridiques et carcérales européennes, créations des Sections Spéciales (S.S.) ici et en RFA, ampliation des paragraphes 129-129A (en 1987)... comme la généralisation de l'isolement et les attaques contre les collectifs de prisonniers politiques; et encore, l'abrogation du droit d'asile, concrétisé en France par la procédure d'"urgence absolue" qui, à ce jour, a permis l'expulsion de plusieurs centaines de militants européens et des pays dominés.

Mais ce 3ème procès, aujourd'hui à Milan, est une construction dans une phase encore plus avancée encore, la phase de l'interaction juridique-répressive comme réalité de la qualité homogène européenne. Et il doit ainsi être mis en parallèle avec d'autres procédures significatives comme l'inculpation en France de Simonetta Giorgieri et de Carla Vendetti pour leur adhésion aux BRPCC ou encore l'instruction contre le "Commando Argala" de l'ETA.

Simultanément, cette interaction se développe aux niveaux des organismes policiers et militaires. Ainsi TREVI-Schengen établissait, à Lyon en 1986, un bureau régional européen (O.C.E.). Office disposant d'une banque de données continentale et de pouvoirs particuliers liés à une législation "fédérale".

Ainsi l'intégration des pouvoirs policiers et militaires dans une structure intégrée -de type fédéral- est à l'ordre du jour, elle donne au groupe de TREVI les pouvoirs de s'affirmer comme le futur Ministère de l'intérieur ouest-européen dès 93. Ce projet s'appuie sur une déclaration d'orientation de Kohl, en 1988 devant l'"Aspen Institut" de Berlin: "A partir du contexte, nous ne devons pas craindre d'emprunter des voies non-conventionnelles et également nouvelles dans le domaine de la sécurité intérieure. Pour cela, nous devrions apprendre des expériences réalisées aux USA et créer une police fédérale européenne pour le domaine central de la criminalité et de la sécurité intérieure".

L'espace européen se matérialise dans cette interaction policière et juridique, il s'unifie effectivement par l'uniformisation imposée du rapport de force dans les antagonismes politiques de clas-

ses. Et ainsi, la trans-étatisation monopolise véritablement les procédés d'organisation, elle réalise le quadrillage de l'espace du pouvoir de l'hégémonie de la bourgeoisie impérialiste.

Mais cette interaction juridico-policière ne se limite pas à l'homogénéisation-pacification du nouvel espace des rapports internes de pouvoir, comme tout processus de monopolisation, elle se comprend aussi en tant que projection extérieure, et elle tente de s'imposer comme règle-norme internationale. C'est un phénomène général à toute la chaîne impérialiste, spectacularisé par les agressions de Panama et de l'Irak, au nom du droit international ou de la simple extension des territorialités des lois des pays impérialistes -imposer la règle et les codes du plus fort sur tous les territoires à dominer-.

On retrouve cette action dans les procédures d'exception conduites, tant à Paris contre les militants de l'IRA capturés en 87 dans les eaux internationales au large de la Bretagne, qu'en RFA où le Parquet de Karlsruhe poursuit des militants Kurdes du PKK selon des constructions et des provocations pour des faits en Turquie et au Liban.

Incarnant la nouvelle territorialité matérielle de la formation sociale et de la subordination politique, le système préventif-répressif européen est entièrement fonctionnalisé à la concentration continentale de l'hégémonie bourgeoise et ainsi, à la mutation de cette domination en Etat monopoliste autoritaire. Aujourd'hui, dans la formation et la reproduction du pôle impérialiste ouest-européen, il est l'instrument de la bourgeoisie dans sa guerre contre le prolétariat international et les peuples opprimés. Et cela, tant sur le continent qu'articulé aux politiques générales de l'impérialisme sur les trois Continents.

Les origines du Front Anti-impérialiste.

7a. L'offensive de la RAF en 1977, articulée à la capture de Schleyer, président du patronat allemand, et la campagne du printemps 1978 des Brigades Rouges autour de celle de Moro, ont déterminé et orienté un considérable bond en avant de la conscience de la guerre de classe, et de sa perspective révolutionnaire dans l'Europe entière -établissant ainsi une situation transformée du combat politique. C'est sur la base de cette transformation qu'ici, des militants d'avant-garde ont trouvé la force et la volonté de se regrouper, de s'organiser pour fonder notre organisation. Et par là, de dépasser les errances et la parcellisation des groupes armés et de leurs interventions, afin d'enraciner l'organisation communiste de guérilla et la conscience politique de sa nécessité historique dans le mouvement de classe.

Les premières actions d'AD ont été non seulement la base et l'expression de la constitution d'une politique et d'une stratégie révolutionnaires, de leur implantation sur ce territoire, elles furent l'étape indispensable qui rendait possible le dépassement de la cassure du Mouvement révolutionnaire français avec l'ensemble du Mouvement européen.

Dans les années 60, le camp révolutionnaire s'établit dans sa rupture avec la conciliation révisionniste et avec tous les opportunistes soumis à la légalité, à l'apolitisme et au pacifisme bourgeois; au-delà de la lutte contre les PC et les syndicats, rejeter le révisionnisme et l'opportunisme signifiait concrètement créer une ligne de démarcation avec toutes les autres composantes politiques internes au système institutionnel bourgeois, comme autant d'instruments de contrôle et de gestion de la contradiction de classe. Et depuis des années déjà, l'opportunisme pacifiste et interclassiste se développait en de multiples groupes gauchistes volubiles et stériles, expressions criardes du doctrinarisme ou de l'éclectisme du compromis et de la réforme. L'ensemble de leurs discours (qui constituaient l'essentiel de leur pratique, hier comme aujourd'hui) résidait et continue donc de résider dans un étalage alambiqué de principes tronqués et retournés, précisément contre l'action révolutionnaire des prolétaires, afin de liquider leur ferveur combattante et de les détourner vers les "processions" périodiques et les meetings soporifiques.

Ainsi pour eux, la révolution prolétarienne n'est non seulement plus possible, mais elle est devenue superflue.

La guérilla communiste et anti-impérialiste est apparue en Europe comme l'expression de la guerre révolutionnaire internationale; unité du politique et du militaire, elle s'est constituée dans l'affrontement au niveau le plus élevé de l'antagonisme prolétarien et de la lutte de libération anti-impérialiste, à partir du développements historiques et sociaux différents. Dans chaque territoire, elle a eu -et elle conserve encore- des particularités bien déterminées, issues des caractères de ces développements, mais elle a toujours été subordonnée principalement à l'essence internationale de la contradiction Prolétariat International/bourgeoisie impérialiste.. Prolétariat International dont elle est ici l'instrument révolutionnaire et stratégique de son émancipation. L'instrument qui synthétise et détermine, à chaque moment et à chaque phase du combat, la stratégie de conquête du pouvoir par notre classe. Cette nature de classe et la politique de rupture et de critique, qu'elles établissent dans la lutte réelle contre le système, ont permis à ces organisations combattantes de créer l'expérience politique et pratique de guerre révolutionnaire en

Europe.

Ces organisations ont su ainsi construire la stratégie actuelle de la lutte armée du Prolétariat International, et cela toujours à partir de la vérification dans le combat et par ce combat.

Critiquant par là, les politiques de laquais de la bourgeoisie, propagées par les révisionnistes et les gauchistes, ainsi que les éternelles balivernes sur les velléités de violence révolutionnaire, le jour venu, quand sonnera le carillon de l'histoire, ou de prétendue préparation clandestine, d'accumulation des forces et autres conneries qui réapparaissent épisodiquement quand la répression contre-révolutionnaire leur permet de passer des rangs de collaborateurs zélés à celui de radoteurs et comploteurs "chics".

La politique de la guérilla a réarmé la classe de cette stratégie révolutionnaire, en construisant le cadre politique et pratique de l'utilisation de la lutte armée hors de la seule défense immédiate (de résistance anti-fasciste ou de libération anti-coloniale...) et du moment insurrectionnel, pour développer l'unicité du processus de la politique révolutionnaire et de l'Internationalisme Prolétarien.

Si depuis 68, le Mouvement Révolutionnaire (M.R.) français avait pu représenter la réalité, sans aucun doute la plus avancée du continent, la dissolution en 73 de la Gauche Prolétarienne et de son organisation armée, la Nouvelle Résistance Populaire, porteuses de la nouvelle qualité du processus révolutionnaire, avait brisé son développement et ainsi, consacrait une cassure concrète de ce M.R. avec la réalité objective des avancées du M.R. sur le reste du continent et en particulier, en Italie et en RFA.

Cette unité objective du M.R. continental se retrouvait matérialisée dans l'offensive qu'initiait le Commando Andréas Baader de la RAF dans son action contre le Commandant en Chef de l'OTAN -le général Haig, en juin 79-. La RAF déterminait alors une orientation essentielle dans la phase, en appelant à la construction du Front Anti-impérialiste et à l'organisation "de la résistance armée en Europe Occidentale". Termes stratégiques qui rejoignaient ceux énoncés par les BR dans leur résolution de 1978: "... confrontation constructive, recherche, constante dans les programmes tactiques et stratégiques de tous ces terrains de lutte qui unissent, dans les faits, l'initiative révolutionnaire des OCC européennes, qui soient un point de référence pour tout le prolétariat de notre continent".

Les actions de la RAF contre la US de Ramstein ou contre Kroesen -général en chef de l'armée américaine en Europe- au cours de l'été 87, et en Italie, l'enlèvement du général Dozier -décembre 81-, ainsi que plus tard l'exécution du général Hunt, ont inscrit les perspectives praxiques du

Front sur le continent. Une inscription comme unité de l'attaque à l'OTAN et aux politiques centrales de l'impérialisme dans la phase. Comme l'écrivait le Commando Enslin: "La lutte dans la métropole peut endiguer, à partir d'ici, l'appareil global impérialiste de façon qu'une nouvelle percée puisse être obtenue par la lutte avec les révolutionnaires du Tiers Monde. La lutte dans la métropole maintenant constitue les pas réels de la Révolution, dans le centre même, qui ne peut être ici qu'un bouleversement permanent dans le processus du développement de la résistance révolutionnaire".

7b. A cette époque, AD pour sa part dessinait aussi les contours de l'unité objective des luttes révolutionnaires des pays du Centre et des pays dépendants, dans sa première offensive contre les politiques impérialistes, néo-coloniales et d'interventions armées développées par la France dans sa zone d'influence historique sur les Trois Continents. Et ce fut, à partir de cette ligne d'action, que l'organisation déclencha en 82 l'offensive "mener le combat dans la métropole avec les révolutionnaires du Tiers Monde". Offensive qui prit toute son ampleur et sa valeur lors du sommet de Versailles des 7 pays impérialistes, et face à l'agression sioniste des peuples libanais et palestiniens.

Dans cette campagne, les opérations ont été portées, graduellement, de forme toujours plus coordonnée et intégrée. Et ainsi, les militants armés turcs, libanais, palestiniens et de notre organisation ont construit ensemble le dépassement de la seule unité de fait par la résolution politique de cette unité en praxis vivante.

Ainsi les forces révolutionnaires forgeaient, dans la lutte, les lignes stratégiques de l'unité de la guerre révolutionnaire contre l'impérialisme, lignes correspondant à une nouvelle époque, à une phase nouvelle du monopole capitaliste, et à son imposition.

Une nouvelle phase dans laquelle le sommet de Versailles, en juin 82, était un pas décisif dans l'intégration stratégique des pays impérialistes, à partir de la ligne déterminée et imposée par l'administration Reagan. Sommet particulièrement important pour la stratégie impérialiste de redéploiement et d'interventions, dont les décisions ont signifié dans les mois qui suivirent: agressions directes contre les peuples de la périphérie, au Liban bien sûr, mais aussi aux Malouines, en Namibie, à Grenade, et simultanément, interventions indirectes de déstabilisation des gouvernements populaires au Nicaragua, en Angola, au Mozambique...

Dans son redéploiement rigide -comme bloc impérialiste monopoliste- la bourgeoisie des pays occidentaux devait constituer son hégémonie dans la redéfinition et l'extension des rapports de

production, à partir d'une accélération et d'un approfondissement de la confrontation sur tous les fronts. C'est-à-dire, concrètement introduire une dimension accrue de guerre et plus généralement de militarisation sur toutes les lignes de contradiction. Contre le Proletariat dans les centres mêmes, militarisation des rapports sociaux, extension de l'exploitation, paupérisation et précarité de masse, répression... Contre les pays de l'Est, accélération du réarmement, durcissement de la guerre froide, pressions et embargo économique... Contre les peuples du Sud, appuis aux "contras" dans les pays dirigés par des gouvernements progressistes, pressions économiques, interventions directes...

Mais aussi la nouvelle division du travail, fonction de ce redéploiement et de la restructuration du marché mondial et du capitalisme industriel international, se caractérise, entre autres, par une accélération de la circulation du capital et une intensification du processus de travail, de la division classiste des sociétés avec ses conséquences dans l'accentuation des inégalités sociales. La forte industrialisation et l'exploitation qui en découle au Sud (contradictoirement et inégalement) déterminent une prolétarianisation de masse. Déstructurant les anciennes formations sociales pour y inscrire et y généraliser des formations sociales capitalistes toujours plus dépendantes. Ces conditions confrontées aux limites de la crise, de la lutte concurrentielle déchainée sur le marché mondial et à la pression des monopoles ont entraîné, sur l'ensemble des Trois Continents, une surexploitation intense de cette classe ouvrière. Qui est toujours plus grossie par la paupérisation des paysans rejetés d'une restructuration des productions agro-alimentaires de plus en plus fonctionnalisées à l'exportation.

Aujourd'hui, une des données fondamentales de la mutation de l'époque est dessinée par le fait incontournable que les luttes d'émancipation des peuples du Sud ne sont plus seulement "alliées" du front de la Révolution Socialiste, elles en sont devenues des déterminants essentiels.

Le Front Anti-Impérialiste constitue et matérialise la ligne stratégique de l'unité de cette émancipation dans le centre et sur les Trois Continents, la ligne de la guerre révolutionnaire contre le capitalisme impérialiste compris comme ennemi commun au Proletariat International et aux peuples opprimés. Dans cette lutte et son extension, le Front forge un nouvel Internationalisme Proletarien, correspondant à ce combat et à sa praxis, donc aux transformations des conditions de la révolution mondiale socialiste prolétarienne.

Les formations régionales et géo-politiques fondent les espaces concrets politiques et pratiques du Front Anti-Impérialiste et de sa construction dans une succession de stades et de moments

d'unité parcourant -dialectiquement- l'ensemble des réalités du M.R. prolétarien et anti-impérialiste.

Ainsi, la ligne stratégique du front ne peut être comprise comme seul positionnement, car elle est implication directe d'unité. Une action révolutionnaire capable d'élaborer et de développer, dans des phases déterminées, des offensives communes contre les politiques centrales de la bourgeoisie impérialiste.

7c. Au cours de l'année 83 -année de l'affrontement armé de l'avenue Trudaine-, des militants révolutionnaires de différents pays ont initié et développé une véritable confrontation internationale, portant en elle, les implications de sa résolution politique et pratique. Une résolution dépassant les accords ponctuels, les soutiens logistiques, les discussions formelles... pour inscrire dans l'action révolutionnaire directe la ligne centrale du Front Anti-Impérialiste, ainsi que les perspectives et l'orientation de la Révolution prolétarienne en Europe Occidentale.

L'intégration communautaire et la mutation de la subordination politique qui l'accompagne, sont devenues, dans l'époque, des centres essentiels de la problématique communiste.

Avec le redéploiement et la restructuration politique et économique du capitalisme monopoliste, au début des années 80, cette centralité s'est révélée dans toute sa force, dans toute l'impérieuse nécessité de sa résolution pour le projet communiste. Une exigence de rectification et de proposition qui n'a fait que s'approfondir et s'accélérer au cours de la décennie.

L'offensive "unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest", offensive commune avec la RAF et la résistance en 84-85, a inscrit et matérialisé un saut qualitatif dans la lutte prolétarienne et son unification à la lutte anti-impérialiste.

Pour nous, lier la ligne stratégique du Front anti-impérialiste à la question de la domination capitaliste en Europe de l'Ouest, et à la mutation de ses rapports de pouvoir, signifiait établir -en l'actualisant- l'unité de la lutte de classe révolutionnaire avec l'internationalisme, comme politique vivante.

Ce n'était donc en rien substituer la ligne du Front à l'action révolutionnaire anti-capitaliste; mais bien faire surgir de leur unité, une nouvelle qualité révolutionnaire adaptée à la réalité du combat aujourd'hui et à ses perspectives.

Une praxis permettant de requalifier les processus dans les divers territoires. C'est-à-dire, à partir des développements différents du combat de classe sur le continent, et permettant de dynamiser leur interaction pour l'orienter suivant la constitution d'une formation sociale capitaliste sur le territoire de la CEE.

La ligne du Front anti-impérialiste et la lutte prolétarienne contre la centralisation et la concentration des rapports de pouvoir en Europe de l'Ouest se renvoient l'une à l'autre. Mais si dans cette interdépendance étroite, elles ont souvent été mal comprises et confondues -souvent aussi parce que mal exprimées-, elles n'en constituent pas moins deux processus distincts.

Comme nous l'avons expliqué plus avant, la ligne du Front anti-impérialiste matérialise dans des offensives successives, l'attaque commune aux politiques centrales de l'impérialisme, non des seules forces communistes, mais de l'ensemble des réalités révolutionnaires et anti-impérialistes. Quant au processus d'unité dans le rapport révolutionnaire dans son propre pays et révolution en Europe de l'Ouest, il correspond aux mutations de la domination politique de classe.

Sur le continent, après guerre, dans la phase d'internationalisation intense du capital et de domination américaine, les transformations de l'Etat ont conduit à l'augmentation de son rôle dominant -et à l'accroissement de ses fonctions économiques décisives... de fait, à la condensation de toutes ses fonctions vers la reproduction élargie du mode de production capitaliste. Ce fut une phase d'adaptation interne -de transformation institutionnelle de chaque Etat à sa fonction et place dans la reproduction internationale du capital sous dominance US.

Mais dans la crise générale et dans le redéploiement impérialiste, l'émergence de la nouvelle qualité de la CEE a modifié ici l'espace de la formation sociale. Ainsi par une intensification de l'intervention dans les rapports sociaux, dans la qualification et dans la norme de soumission de classe, se sont concentrés et complexifiés les rapports de pouvoir.

La trans-étatisation -de son imposition locale à la communauté- a renforcé la centralisation et la concentration des rapports de la domination de classe, tant dans ses rôles traditionnels (comme nous l'avons vu pour le système juridique et répressif...), que dans ses fonctions et interventions nouvelles.

Ainsi par exemple, cette trans-étatisation a monopolisé graduellement la mise en oeuvre des contre-tendances principales à la baisse tendancielle du taux de profit. Par son rôle essentiel dans l'accélération de l'exploitation intensive du travail, ou en étant le promoteur central des grands programmes de recherches et innovations technologiques, et dans la reproduction de la force de travail (éducation, formation professionnelle, infrastructures collectives, aides, habitat...). Mais encore dans les procès de restructurations, de modernisations et de fusions industrielles, dans la circulation, la centralisa-

tion et la direction financière que la CEE a orientées et imposées cette dernière décennie. Les modifications des rapports de pouvoir ne peuvent être réellement saisies qu'à partir d'une compréhension de la complexification, tant de la formation des classes, que de leur lutte en Europe. Ainsi dans la phase de monopolisation -son accentuation- et dans le rapport de force avec les classes populaires qu'elle produisait, la fraction monopoliste et technocratique de la bourgeoisie impérialiste s'est affirmée comme toujours plus hégémonique: et la mutation du cadre institutionnel de l'Etat se fonde comme ce processus européen et local de lutte des classes. Contradiction entre la politique d'exploitation intensive et de domination technocratique de la bourgeoisie, et la politique révolutionnaire d'émancipation du Proletariat International, sur le continent.

Dans ce processus, l'offensive de 84-85 a ainsi établi les premières perspectives concrètes des formes de lutte, de subversion et d'attaque adaptées aux transformations de l'Etat bourgeois

COMMUNIQUÉ DU COMMANDO CIRO-RIZZATO DE LA RAF

Aujourd'hui, avec le commando Vincenzo Spano (Ndl voir rectification), nous avons mitraillé l'ambassade des USA à Bonn parce que, dès le début, les USA ont pris le leadership dans la guerre d'anéantissement contre le peuple irakien. Par notre action, nous nous joignons à tous ceux qui, dans le monde, se sont levés contre le génocide du peuple irakien réalisé sous la conduite des USA et de l'OTAN.

LA SOLIDARITE INTERNATIONALE EST LA TENDRESSE DES PEUPLES

Pour les Etats impérialistes, cette guerre est le premier pas vers l'imposition de leur nouvel ordre mondial de l'après-guerre froide. Pendant des années, le régime irakien a fait la guerre pour les intérêts de l'impérialisme; il a tenu en échec l'Iran, et de manière bestiale, jusqu'à l'emploi des armes chimiques, il mène une guerre d'extermination contre le peuple Kurde. Ces derniers temps, il s'agissait, de plus en plus pour l'Irak, d'aménager sa propre position de puissance au Proche-Orient. Pour l'impérialisme, le Proche-Orient est une région politiquement instable. D'une part, par la lutte du mouvement de libération palestinien, le long souffle de l'intifada, la pression qui en découle, posant toujours plus à l'ordre du jour la question d'une transformation politique fondamentale. D'autre part, depuis déjà longtemps, il est évident que les cliques dominantes en Arabie Saoudite, en Egypte, en Jordanie, etc... risquent

et de la lutte politique de classe. Et cela, non comme anticipation, mais bien en tant que renversement qualitatif du rapport révolution-dans-son-propre-pays/révolution-en-Europe-de-l'Ouest. Aujourd'hui, la résolution de ce basculement révolutionnaire, étroitement liée à la ligne du front Anti-impérialiste, est seule capable de déterminer et de diriger la praxis, correspondant à la formation monopoliste dans le centre et à son extension dans la reproduction de la division sociale impérialiste du travail, au niveau mondial.

Ainsi cette politique -et sa pratique effective- porte en elle la stratégie et le programme de construction d'une Europe socialiste vivante, dans le processus d'émancipation du Proletariat International et des peuples opprimés des Trois Continents...

Joëlle Aubron, Georges Cipriani, Nathalie Ménigon, Jean-Marc Rouillan, militant(e)s emprisonné(e)s d'Action Directe.

d'être tôt ou tard balayés par leurs peuples. C'est pourquoi, dans cette région dont les consortiums occidentaux et les pays industrialisés ouest-européens sont dépendants pour leur pétrole, aucune puissance qui ne soit pas sous le contrôle absolu du bloc impérialiste ne doit naître. Ce sont les raisons pour lesquelles aujourd'hui, les Etats impérialistes mènent cette guerre contre leur ex-allié. L'impérialisme n'a aucune morale. Les comparaisons Hussein/Hitler sont un truc de propagande par lequel, les dominants veulent arriver à soutirer, à de nombreuses personnes, une adhésion à ce conflit n'existant pas aujourd'hui. Mais pour ce système, chaque Hitler, Shamir, Ozal, Pinochet, Christiani et quelque soit son nom, est un ami aussi longtemps qu'il impose -par n'importe quel moyen- les intérêts de Capital International.

Pour les USA, cette guerre est l'occasion rêvée de lier encore plus la question du rôle dirigeant à l'intérieur du bloc occidental à la force militaire. Naturellement, ils veulent également, par cette guerre, assainir leur économie à bout de souffle. Actuellement dans le Golfe, se joue donc aussi la concurrence des principaux Etats impérialistes, c-à-d, des centres entre eux, pour la puissance future et l'influence dans la région du Proche-Orient et l'hégémonie au sein du camp impérialiste. Le gouvernement fédéral est conscient du fait la grande Allemagne ne peut pas devenir une nouvelle puissance mondiale à partir

de la seule potentialité économique du capital-RFA. Pour cela, le quadrilatère Reich a besoin de la machine militaire déchaînée, d'une manière aussi pressante que les nazis en eurent déjà besoin. En définitive, après 45 ans, les intérêts du capital doivent encore une fois être imposés avec toute la brutalité de la machine guerrière. En ce moment, tous les préparatifs à cette fin sont en cours de route. L'engagement de la Bundeswehr en Turquie et son rattachement logistique à cette guerre en sont les premiers pas. Par le biais de l'engagement de la Bundeswehr sous l'entremise de l'ONU -après que l'ONU, aux côtés de l'OTAN, de l'FMI, de la Banque Mondiale, soit devenue instrument de conduite de la guerre impérialiste contre les peuples opprimés-, la grande Allemagne, les uns de nouveau finalement libres, veut s'accomplir pour l'asservissement militaire et la spoliation des peuples. Comme l'ont dit en Grèce, les camarades du 17 NOVEMBRE, la guerre au Proche-Orient est la guerre des riches contre les pauvres.

En Irak, les Etats impérialistes mènent une guerre de la terre brûlée; depuis le Vietnam, les opprimés de ce monde n'ont pas oublié la mort et la misère que constituaient, pour un peuple, le largage de milliers de tonnes de bombes et les bombardements en tapis par les B-52 US. Israël et la Turquie utilisent ce génocide contre le peuple irakien pour renforcer la guerre et la terreur contre les peuples Palestiniens et Kurde. Le régime turc -soutenu par la Bundeswehr et les autres pays de l'OTAN- bombarde les villages Kurdes, assassine des milliers d'hommes et de femmes dans la zone frontalière; Israël bombarde à nouveau les camps Palestiniens au Liban-Sud et terrorise la population des territoires occupés. L'Etat sioniste veut définitivement chasser les Palestiniens des territoires occupés et annexer des parties du Liban et de la Jordanie.

SOLIDARITE AVEC L'INTIFADA ET LA LUTTE DE LIBERATION KURDE !

En RFA, la forte mobilisation contre cette guerre d'anéantissement a surpris et effrayé les dominants. Après une année durant laquelle le gouvernement fédéral s'est fait aduler pour le rétablissement de la grande Allemagne et la "victoire du système de l'économie de marché", ils sont aujourd'hui confrontés au fait que de nombreuses personnes ont conservé la perception selon laquelle leurs intérêts correspondent à ceux des peuples du Proche-Orient, et non à ceux des dominants de ce monde.

L'arme qu'utilisent le gouvernement fédéral jusqu'à la gauche institutionnelle, pour mener la guerre psychologique en dénonçant comme racistes et anti-sémites tous ceux qui se sont insurgés

contre ce génocide, doit être enrayée. La solidarité avec le peuple irakien contre la destruction impérialiste est partie de notre lutte, nous ceux de bas contre ceux du haut. La lutte anti-impérialiste appartient directement aux processus d'appropriation, dans chaque pays particulier, pour l'imposition des intérêts concrets de la vie des êtres humains, c-à-d en liaison pour empêcher le processus de destruction impérialiste. Ces deux moments sont ensemble un processus dans lequel, les opprimés construisent, en avancées concrètes, leur contre-pouvoir et font mondialement reculer le pouvoir impérialiste.

A ceux qui, ces derniers semaines, sont descendus dans la rue contre cette guerre -pour la paix-, nous voulons dire que vous devez vous confronter au fait que la guerre impérialiste est dans la logique du système impérialiste. Dans les pays "riches", ce système produit pour les hommes et les femmes isolement et concurrence, chacun contre chacun. Tout sans humain vital doit être détruit. A la place, la plupart des individus sont amenés à devoir chercher leurs identités en étant objet de la terreur de la consommation. En conséquence, si n'importe où dans le monde sa puissance est en danger, l'impérialisme mène toujours la guerre. Il ne cessera jamais de réimposer sa détermination contre les intérêts vitaux des peuples -par la violence, par l'argent, par les messages, avec également toute la palette de ses moyens de domination. Ce ne sera que lorsque nous aurons brisé le pouvoir du système impérialiste qu'alors, il pourra y avoir une vie autodéterminée pour tous, sans exploitation et sans oppression. Un pas en ce sens est l'effet coordonné des initiatives les plus diverses contre ce génocide:

- les attaques des groupes révolutionnaires contre la puissance politique et militaire des USA et de l'OTAN, partout dans le monde;
- les blocages des consortiums militaires, contre les bases, contre les bases logistiques militaires de l'OTAN et toutes les initiatives, manifs, points de vigie, refus du service militaire, actions de sabotages dans lesquelles, pour les gens commence la confrontation afin de s'approprier à ce sujet, indépendamment des dominants, une conscience propre de ce qui est juste et nécessaire.

Aux personnes qui, depuis le début de la guerre, font une permanence de veille devant l'ambassade US: vraisemblablement nous avez dû avoir très peur. Nous avions panaché nos balles avec des balles traçantes afin qu'immédiatement, vous puissiez vous rendre compte de l'endroit d'où provenaient les tirs et qu'aucun d'entre vous, par peur, ne se précipite dans la mauvaise direction. Au cas où par la suite, les filles et les Yankees avaient

retourné toute leur colère contre vous, ce que nous pouvons très bien imaginer, alors sachez que nous en sommes désolés. Maintenant les médias vont sûrement annoncer que nous vous avons presque

tué. C'est double. Tout le temps, nous savions exactement où vous aviez votre camp et avant de commencer à tirer sur l'ambassade US, nous avons contrôlé le chemin le long du Rhin.

GUERRE A LA GUERRE IMPERIALISTE! US-OTAN HORS DU MOYEN-ORIENT! SABOTER, DESERTER, ATTAQUER! SOLIDARITE AVEC LA GREVE DE LA FAIM DE NOS CAMARADES EMPRISONNE(E)S D'ACTION DIRECTE ET DU GRAPO/PCE-R. REGROUPEMENT DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES EN EUROPE DE L'OUEST. SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DES PRISONNIERS POLITIQUES DANS LES TRACKS D'AMELIORATION AUX USA. OPPOSEZ-VOUS A L'EXECUTION DE MUMIA ABU-JAMAL!

Commando
Ciro Rizzato



Rectification:

Vous avez été certainement nombreux à vous étonner du nom de "Vincenzo Spano" que nous avons choisi pour le commando de l'action contre l'ambassade US. En fait par le nom du commando, nous voulions établir le lien avec les amies et amis emprisonnés d'Action Directe et les aider à briser le blackout médiatique autour de leur grève de la faim.

En 1983, en France, à la suite d'un hold-up, un camarade italien a été tué par les flics -il s'appelait Ciro Rizzato. En France, le début des années 80, fut l'époque de l'origine des premiers

liens entre camarades de différents pays. Pour cette raison, nous voulions conserver vivant son nom dans la mémoire du mouvement révolutionnaire, et c'est de ce nom dont nous voulions nommer le commando. Mais nous n'avions plus de document disponible à ce propos, et dans la mesure où nous ne voulions pas plus reculer l'action contre l'ambassade US, nous nous en sommes tenus à ce dont certains d'entre nous se souvenaient en commun.

C'est ainsi qu'à eu lieu la substitution entre Ciro Rizzato et Vincenzo Spano -sorry Vincenzo.

